

Numéro 2, décembre 2013

Editorial



L'édition 2013 du Forum de Lisbonne a réuni, les 6 et 7 novembre, environ 250 participants,

en provenance de plus de 40 pays, dont des Etats membres du Conseil de l'Europe et des pays du Sud de la Méditerranée.

Le Forum s'est déroulé au Centre Ismaili de Lisbonne sous la présidence de M. Bernardino León, Représentant Spécial de l'UE pour la région du sud de la Méditerranée, autour du thème : « Valoriser la société civile comme acteur de gouvernance : Perspectives pour le Sud de la Méditerranée ».

Organisé par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe dans le cadre du Programme Sud, le Forum a bénéficié du soutien du Réseau de Développement Aga Kahn (AKDN), de la Fondation Anna Lindh (FAL) et de l'Institut pour la Démocratie et l'Assistance Electorale (IDEA). Les discussions et les échanges ont notamment porté sur le rôle de la société civile vis-à-vis des autres acteurs de la gouvernance (gouvernements, parlements, autorités locales).

Pour Bernardino León, l'évènement a représenté l'occasion de surmonter les blocages à la construction d'un projet commun entre les différentes parties de la société en soulignant l'importance et le rôle crucial des femmes dans les processus de transition. Selon lui, la gouvernance démocratique doit être le moyen de parvenir à l'élaboration et à la mise en place de solutions concrètes pour répondre aux défis de la transition politique et sociale des pays du sud ([Interview de Bernardino León](#)).

Les principales conclusions du Forum ont porté sur la proposition d'établir des programmes de formation pour assurer une meilleure préparation politique de la société civile ainsi que le renforcement des capacités des organisations de la société civile dans le domaine de la citoyenneté.

Il a également été proposé de créer des instances de coordination afin d'aider les associations à participer à la conception et la mise en œuvre de politiques publiques et à renforcer leur capital humain, leur organisation interne et leurs compétences en leadership.

Enfin, le besoin a été exprimé de créer un cadre permettant la participation citoyenne au niveau local et renforçant le dialogue entre la société civile et les élus.

FOCUS SUR LES ACTIVITES DU PROGRAMME

Séminaire régional des Ecoles d'Etudes Politiques de Tunisie et du Maroc



Un séminaire intitulé : « Comprendre le printemps arabe et son impact » s'est déroulé les 11 et 12 novembre à Hammamet, en Tunisie.

Cette première rencontre à caractère régional a permis aux participants d'analyser la situation politique actuelle dans la région en fonction de ses évolutions depuis 2011 et du rôle que peuvent jouer les Ecoles d'Etudes Politiques.

Les élèves des Ecoles, mais aussi des universitaires, des experts, des défenseurs de la société civile de Tunisie, du Maroc, d'Algérie, d'Egypte, de Libye, de Jordanie et de Mauritanie ont confirmé le potentiel représenté par les Ecoles. Comme mesure de suivi, la création d'une plateforme régionale a été proposée, afin de renforcer la dimension régionale du Programme Sud et aussi de permettre aux ressortissants des pays où une Ecole n'existe pas encore de bénéficier des cycles de formations et des possibilités de mise en réseau.

Conférence interparlementaire organisée par l'Assemblée parlementaire du CdE à Lisbonne



L'Assemblée Parlementaire du CdE a organisé une conférence interparlementaire, le 8 novembre à Lisbonne, ayant comme thème « Les changements politiques en

Méditerranée du Sud et au Proche-Orient : le rôle des institutions représentatives ».

Une centaine de participants comprenant des représentants des Parlements de l'Algérie, d'Israël, de la Jordanie, du Liban, du Maroc, de l'Assemblée Nationale Constituante de la Tunisie, du Conseil National Palestinien, des représentants des forces politiques d'Egypte et des Etats membres du CdE ainsi que la Commission des questions politiques de l'APCE ont assisté à cet évènement.

Les travaux ont notamment porté sur les expériences de transformations politiques des différents pays, la valeur ajoutée du « Partenariat pour la Démocratie » en tant que plateforme de coopération et enfin, les apports de la Commission de Venise en matière de réformes constitutionnelles et juridiques.

Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional

Financé
par l'Union européenne



UNION EUROPEENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

FOCUS SUR LES ACTIVITES DU PROGRAMME

Maroc : session de formation des collaborateurs des Médiateurs membres de l'AOM à Rabat



La Commission de Venise a contribué, les 22 et 24 octobre, à la quatrième session de formation organisée par le Président de l'Association des Ombudsmans de la Méditerranée (AOM) et le Président de l'Institution du Médiateur du Royaume du Maroc.

Cette session a eu comme thème général : « Le rôle des institutions d'Ombudsmans dans la simplification des procédures administratives et l'accès aux services publics ».

Participation des Ecoles d'Etudes Politiques au Forum Mondial de la Démocratie



Les Ecoles d'Etudes Politiques du Conseil de l'Europe ont pris activement part à la deuxième édition du Forum Mondial de la Démocratie, qui s'est tenue à Strasbourg du 23 au 29 novembre 2013.

Un programme a été spécialement prévu pour les Ecoles d'Etudes Politiques comprenant des événements tels que la réunion entre les directeurs des écoles, la rencontre entre les étudiants, les juges et avocats à la Cour européenne des droits de l'homme et une présentation du réseau des Ecoles.

De plus, des participants venus de Tunisie et du Maroc ainsi que des membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ont pris part à un séminaire régional portant sur le printemps arabe et ses développements dans les différents pays.

Les Ecoles d'Etudes Politiques

En 2013, deux nouvelles Ecoles d'Etudes Politiques ont été créées en Tunisie et au Maroc. Leur objectif principal est la formation des nouvelles générations de responsables politiques, économiques, sociaux et culturels dans les pays en transition.

http://www.coe.int/t/dgap/sps/default_fr.asp

Table ronde sur la traite des êtres humains à Rabat



La lutte contre la traite des êtres humains constitue une priorité pour le Maroc et le Conseil de l'Europe sur la période 2012-2014. C'est pourquoi une table ronde a été organisée le 28 novembre 2013 à Rabat en partenariat avec la Délégation de l'Union européenne au Maroc et des acteurs internationaux actifs dans ce domaine.

La réunion a permis d'échanger sur la situation, de présenter les activités mises en place par la communauté internationale et de considérer d'éventuels complémentarités et axes de coopération. Elle a réuni des représentants d'organisations internationales (UE, CdE, ICMPD, UNICEF, UNHCR, ONUFEMMES, OIM) ainsi que du corps diplomatique.

Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional

Financé
par l'Union européenne



UNION EUROPEENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

FOCUS SUR LES ACTIVITES DU PROGRAMME

Les activités de la CEPEJ se poursuivent au Maroc et en Tunisie



Un groupe d'experts de la Commission Européenne pour l'efficacité de la Justice (CEPEJ) s'est rendu au Maroc du 11 au 13 novembre 2013. La visite a permis au groupe d'échanger avec le Ministre de la Justice et des libertés, Ramid el Mustafa, les représentants des tribunaux pilotes (Agadir, Casablanca et Sidi Kacem) et les partenaires impliqués dans les avancements de la réforme de la justice marocaine. Deux sessions de formation aux formateurs ont été organisées à Marrakech et Rabat sur la qualité, l'optimisation et les instruments de mesure statistique du fonctionnement des tribunaux. Ces activités font notamment suite à la réunion « SATURN » qui s'est tenue à Strasbourg le 26 septembre 2013.

Par ailleurs, les 21 et 22 octobre 2013, la CEPEJ a rendu visite aux représentants des 4 tribunaux pilotes tunisiens (Cour de Cassation, Tribunal de première instance de Tunis, Tribunal de première instance et Tribunal cantonal de Zagouhan) afin de lancer un programme d'assistance ciblé.

Visite au Maroc dans le cadre du diagnostic anti-corruption



Une équipe d'experts s'est rendue au Maroc du 30 septembre au 4 octobre pour poursuivre le diagnostic du cadre légal et institutionnel marocain contre la corruption, sur la base de la méthodologie développée par la structure spécialisée du Conseil de l'Europe, le Groupe d'Etats contre la Corruption (GRECO). De multiples rencontres ont permis aux experts d'échanger avec les représentants du gouvernement, les acteurs chargés de l'application de la loi, des membres du Parlement et de la société civile.

Cette activité a également permis de développer l'expertise nationale d'après la méthodologie du GRECO et a contribué à renforcer la coopération entre les différentes entités nationales qui composent le système anti-corruption.

A VENIR

Conférence régionale sur la lutte contre la traite des êtres humains à Tunis



Le Conseil de l'Europe organisera, en février 2014, en étroite collaboration avec la délégation de l'UE en Tunisie et en coopération avec le Ministère de la Justice et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), une conférence régionale pour sensibiliser sur la question de la traite des êtres humains, promouvoir une approche globale et coordonnée de la question dans la région, permettre un échange d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques, stimuler la création d'un réseau et renforcer les capacités de ceux qui peuvent inciter le changement au niveau national en matière de prévention, de plaidoyer et d'assistance des victimes.

La conférence réunira des représentants d'organisations internationales, de gouvernements et de la société civile, d'Etats membres du Conseil de l'Europe et de pays de la région du Sud de la Méditerranée.

Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional

Financé
par l'Union européenne



UNION EUROPEENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

Calendrier des événements à venir

❖ BONNE GOUVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

- 6-7 JANVIER 2014**
Tunis, Tunisie
- ASSISTANCE A L'INTRODUCTION DE REGLES INTERNES POUR L'INSTANCE CONTRE LA CORRUPTION**
4^{ème} séminaire
- JANVIER/MARS 2014**
Rabat, Maroc
- RENFORCEMENT DES CAPACITES**
Formations ciblées pour le renforcement des capacités de fonctionnaires marocains dans la lutte contre la corruption
- 18-19 FEVRIER 2014**
Rabat, Maroc
- DIAGNOSTIC DU CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL**
Conférence présentant les résultats et recommandations du diagnostic

❖ COOPERATION JURIDIQUE

- JANVIER/MARS 2014**
Tunisie et Maroc
- ACTIVITES DE COOPERATION AVEC LA CEPEJ**
Sessions de travail avec les tribunaux pilotes dans des domaines spécifiques identifiés par l'évaluation de la CEPEJ
- 17-21 FEVRIER 2014**
Tunis, Tunisie
- FORMATION DES PRESIDENTS DES TRIBUNAUX ET DES GREFFIERS**
Formation sur les fonctions managériales au sein des tribunaux pilotes

❖ LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS

- 3-7 FEVRIER 2014**
Paris, Strasbourg et Bruxelles
- VISITE D'ETUDES DES AUTORITES MAROCAINES**
Coopération entre les autorités marocaines, le groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) et le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD), gestionnaire du Programme MIEUX de l'Union européenne
- 25 FEVRIER 2014**
Tunis, Tunisie
(Date à confirmer)
- CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS**
Événement réunissant les représentants des pays de la région et des Etats membres du CdE

Contacts

South-programme@coe.int

http://www.coe.int/t/dg4/nscentre/LisbonForum_fr.asp

Bureau du CdE au Maroc

Espace Les Patios – Bâtiment B1 –
5ème étage 2A

Avenue Annakhil – Hay Ryad -
Rabat

E-mail :

conseil-europe.rabat@coe.int

Bureau du CdE en Tunisie

Immeuble Le Boulevard,
Rue le Grand Boulevard de la
Corniche,
Cité les Pins, 1053 LAC II, Tunis

<http://south-programme-eu.coe.int>

A propos du programme conjoint UE-CdE « Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional » (Programme Sud)

L'objectif du Programme Sud, lancé en janvier 2012, est de soutenir le processus de réforme politique et démocratique dans les pays du voisinage méridional, conformément aux normes européennes et internationales et sur la base d'une approche ciblée et basée sur la demande. Les principaux axes du programme sont : réforme de la justice, lutte contre la corruption, promotion des droits de l'homme et des valeurs démocratiques. Le budget du Programme s'élève à 4.8 M € sur trois ans (2012-2014).

Les activités en cours sont orientées principalement vers le Maroc et la Tunisie, mais le programme est ouvert à d'autres pays et territoires partenaires dans le cadre de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)¹: l'Algérie, l'Egypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye et l'Autorité Nationale Palestinienne, et certains d'entre eux sont activement impliqués dans le Programme Sud principalement par le biais d'activités régionales.

Ce programme conjoint fait partie du cadre plus large des initiatives entreprises par les deux Organisations pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme dans les pays du sud de la Méditerranée, y compris la Politique Européenne de Voisinage (PEV) de l'UE et la Politique du Conseil de l'Europe à l'égard des régions voisines.

Pour de plus amples informations, visitez le site internet du Programme Sud : <http://south-programme-eu.coe.int>.

¹La coopération bilatérales UE-Syrie est suspendue depuis mai 2012.